

Bulletin trimestriel d'information sur la nutrition



Lutte contre l'usage détourné des intrants nutritionnels

Le ministère de la Santé invite les acteurs
à une prise de conscience

Editorial

Digitalisation des données dans le domaine de la nutrition :
Des expériences réussies au Burkina Faso03

Actualité

7^e RASSEMBLEMENT MONDIAL DE LA PNIN : Le Burkina Faso réaffirme son engagement pour la pérennisation de la plateforme04

REPONSE AUX URGENCES DE SECURITE SANITAIRE DES ALIMENTS : Le Burkina Faso teste son dispositif05

CONTROLE QUALITE DES ALIMENTS FORTIFIES : L'ANF dotée de matériels.....06

AMELIORATION DE L'ETAT NUTRITIONNEL DES ADOLESCENTS : Le Burkina Faso se dote d'une feuille de route06

Focus

PLAN STRATEGIQUE MULTISECTORIEL DE NUTRITION 2025–2029: Un engagement renouvelé pour une nutrition durable et inclusive.....07

PROTECTION SOCIALE : Le Burkina Faso dispose d'une stratégie nationale07

Chiffres clés

PRISE EN CHARGE DE LA MALNUTRITION AIGUË : 15 districts sanitaires sur 35 présentent une couverture de moins de 30%.....08

PRISE EN CHARGE DE LA MALNUTRITION : La disponibilité des ATPE est satisfaisante.....09

Note Politique

LUTTE CONTRE L'USAGE DETOURNE DES INTRANTS NUTRITIONNELS Le ministère de la Santé invite les acteurs à une prise de conscience.....10

Directrice de Publication

Dr Ella COMPAORE

Rédacteur en chef

Issa OUATTARA

Rédacteur en chef adjoint

Kassoum SORI

Comité de rédaction

Sery BAOULA

Ibrahim BAYILI

Abel AZONHANDE

Yacouba GNISSIE

Mouonkoun DABIRE

Estelle BAMBARA

Paulin KAHOUN

Louis GANSONRE

Soumahila SEBEGO

Soimbou ZERBO

Ousmane OUEDRAOGO

Romain SANDWIDI

Daniel OUEDRAOGO

Sommanegré OUEDRAOGO

Siaka DIARRA

Boureima GNANOU

Conception

Andy Moussa BAMBA



Dr Ella COMPAORE

DIGITALISATION DES DONNEES DE NUTRITION

Une expérience réussie au Burkina Faso

De nos jours, le monde est en perpétuel mutation avec les Technologies de l'information et de la communication (TIC) qui font leur preuve dans tous les domaines. La coordination multisectorielle de la nutrition au Burkina Faso s'inscrit dans cette dynamique depuis la mise en place du projet Plateforme nationale d'information pour la nutrition (PNIN) en 2018. Cet ambitieux projet a facilité l'accès aux données de nutrition à travers un entrepôt de données dénommée « NAD » (<https://nada.nutrition.bf/>), la plateforme de diffusion des données ouvertes du Burkina Faso « Opendata » (<https://burkinafaso.opendataforafrica.org/myongbf/plateformes-nationales-d-information-pour-la-nutrition-pnin>), un site web (www.nutrition.bf) et une application mobile de diffusion des indicateurs du Plan stratégique multisectoriel de nutrition « InfoNutriBf ». En plus de la PNIN, les cartes de scores nutrition qui sont un système de gestion en ligne des données à travers des codes couleurs et le Dashboard multisectoriel de nutrition ont été développés.

Toutes ces plateformes numériques développées par le pays ont le mérite de rendre l'information et les données nutritionnelles accessibles à un large public et à travers le monde. Elles ont aussi l'avantage de faciliter le suivi rapide et régulier de l'évolution des indicateurs. La qualité des données qui y figurent est le fruit de la mise en œuvre de l'approche multisectorielle. Nous pouvons reconnaître que le Burkina Faso est un cas d'école en matière de digitalisation des données de nutrition. Pour preuve, son expérience a fait l'objet de diffusion et d'appréciation dans des rencontres de grande envergure tant au niveau national qu'international. Nous devons ces exploits à l'ensemble des acteurs de la plateforme nationale multisectorielle de nutrition et aux Partenaires techniques et financiers.

Travaillons ensemble à pérenniser ces acquis et aller à la quête continue de l'excellence dans la digitalisation des données de nutrition. C'est en cela que nous

allons atteindre nos objectifs, à savoir mettre à la disposition des décideurs des évidences pour une prise de décisions en faveur de la nutrition dans notre pays en vue de lutter efficacement contre la malnutrition.

Dr Ella COMPAORE

Secrétaire Technique chargée de la multisectorialité pour la Nutrition

Point focal SUN

7^e RASSEMBLEMENT MONDIAL DE LA PNIN

Le Burkina Faso réaffirme son engagement pour la pérennisation de la plateforme

Le Burkina Faso a pris part au 7^e Rassemblement mondial des Plateformes nationales d'informations pour la nutrition (PNIN), du 23 au 25 septembre 2025, à Lusaka (Zambie). Placé sous le thème : « Réflexion sur les progrès accomplis pour pérenniser l'impact en matière de nutrition », cette rencontre internationale a réuni les équipes PNIN de plusieurs pays ainsi que les Partenaires techniques et financiers.

Organisé chaque année, ce rassemblement mondial des PNIN constitue un espace privilégié d'échanges sur les bonnes pratiques, les défis, et les perspectives de la gouvernance en matière de nutrition. Ce cadre a été une occasion pour le Burkina Faso de partager l'expérience du rôle stratégique qu'a joué sa PNIN dans le renforcement du Système d'Information Nutritionnelle (SIN) et la coordination multisectorielle de nutrition. A travers une communication, les acteurs de la PNIN Burkina ont montré comment les données fiables et accessibles contribuent à orienter les politiques publiques et à améliorer la redevabilité en matière de nutrition. A la suite des différentes communications, les échanges ont porté sur la transition de la PNIN vers le futur programme « Connaissances et cohérence des politiques pour la nutrition (KPCN) », qui mettra l'accent sur l'assistance technique et le



La délégation du Burkina Faso à Lusaka

renforcement des capacités. Plusieurs thématiques ont également été abordées au cours de ce rassemblement, telles que l'intégration du genre, la valorisation des données de routine, le nexus humanitaire-développement-paix, le leadership, l'utilisation de l'outil LIST pour la planification stratégique en nutrition ainsi que l'usage de

l'intelligence artificielle dans la gestion des informations nutritionnelles. À l'issue de la rencontre, la délégation burkinabè a réaffirmé l'engagement du pays pour la pérennisation de la plateforme, le renforcement des capacités des acteurs et la mobilisation continue des ressources afin de poursuivre les progrès en matière de nutrition.



Vue d'ensemble des participants lors des travaux

REPONSE AUX URGENCES DE SECURITE SANITAIRE DES ALIMENTS

Le Burkina Faso teste son dispositif

Dans une dynamique de renforcement des mécanismes de prévention, de coordination et de réponse multisectorielle face à une urgence sanitaire d'origine alimentaire, un exercice de simulation à grande échelle du Plan national de réponse aux urgences de sécurité sanitaire des aliments (PNRUSSA) a été organisé le 9 juillet 2025, à Bobo-Dioulasso. Cette activité s'inscrit dans le cadre du projet « Renforcement de la capacité de réponse aux urgences de sécurité sanitaire des aliments et amélioration de la qualité sanitaire de l'alimentation de rue au Burkina Faso, au Mali et au Sénégal ».

L'exercice de simulation avait pour objectif de tester le dispositif de gestion des urgences en matière de sécurité sanitaire des aliments, tout en renforçant les capacités de coordination, de communication et d'intervention des parties prenantes. L'exercice s'est basé sur un scénario fictif. Une intoxication alimentaire causée par la consommation de la viande de bovins contaminée dans une localité de Bobo-Dioulasso. Cet incident a entraîné plusieurs cas de maladies et des décès parmi la population. Alertée par un appel anonyme, la police

municipale a dépêché une équipe sur le terrain. Une mission d'investigation multisectorielle a rapidement été mobilisée, en collaboration avec le Point de contact d'urgence INFOSAN. Une évaluation préliminaire a conduit à l'activation du PNRUSSA au niveau régional. Elle a permis d'évaluer l'efficacité des procédures opérationnelles décrites dans le PNRUSSA. Les résultats de l'exercice de simulation ont été jugés concluants. Pour le Point de contact d'urgence INFOSAN, Abdoulaye Gueye, il a permis de mettre les parties prenantes (autorités sanitaires,

services vétérinaires, forces de sécurité, laboratoires, autorités locales, partenaires techniques et financiers) en situation réelle et de corriger les imperfections liées à la mise en œuvre du Plan national de réponse aux urgences de sécurité sanitaire des aliments.

Comité de rédaction



Une victime de l'intoxication alimentaire



Saisie de la viande intoxiquée



Visite du groupe de coordination interinstitutionnelle auprès des victimes de l'intoxication



Le point contact d'urgence INFOSAN en concertation avec le GCII

AMELIORATION DE L'ETAT NUTRITIONNEL DES ADOLESCENTS

Le Burkina Faso se dote d'une feuille de route

Le Secrétariat technique chargé de la multisectorialité pour la nutrition (ST-Nut) a tenu, du 17 au 19 septembre 2025 à Ouagadougou, un atelier de validation des recommandations de la feuille de route pour l'amélioration de la nutrition des adolescents. Cette rencontre a réuni des experts, des acteurs institutionnels et des partenaires techniques pour mieux répondre aux besoins nutritionnels de cette frange de la population.

Malgré des progrès notables en matière de nutrition au Burkina Faso, les adolescents demeurent particulièrement vulnérables. Selon la cinquième Enquête démographique et de santé du Burkina Faso réalisée en 2021, près de deux enfants sur dix (19,1 %) souffrent de maigreur et 10,7 % présentent un surpoids ou une obésité, une tendance en hausse, surtout chez les filles. A cela s'ajoute un taux élevé d'anémie touchant 57,6 % des adolescentes.

Cette situation est accentuée par des habitudes alimentaires inadaptées et par la crise humanitaire qui limite l'accès à une alimentation saine et diversifiée.

Au regard de ces indicateurs, une feuille de route a été élaborée pour l'amélioration de la nutrition des adolescents. La rencontre a permis de valider la feuille de route qui s'articule autour d'actions prioritaires et des recommandations.

La réussite de la mise en œuvre de ce document, selon les experts, repose sur une coordination multisectorielle effective et un engagement politique fort.

Comité de rédaction

Les pistes d'actions :

1. Renforcement de l'environnement politique afin qu'il soit plus favorable à des comportements alimentaires sains

3. Augmentation du financement dédié au programme d'alimentation scolaire et aux interventions à base communautaire visant l'amélioration des comportements alimentaires des adolescents

2. Accès des adolescents fréquentant l'école à des aliments sains et nutritifs

4. Renforcement de la mise en œuvre du programme de promotion de la santé, de la nutrition et de l'hygiène à l'école comportements alimentaires des adolescents

CONTROLE QUALITE DES ALIMENTS FORTIFIES

L'ANF dotée de matériels

Afin de renforcer le suivi et le contrôle de la qualité des aliments fortifiés au Burkina Faso, l'Alliance nationale pour la fortification (ANF) a reçu, le 19 septembre 2025, un important lot de matériel offert par la Coopération allemande à travers son projet PAH/GIZ et l'ONG Helen Keller International.

Ce don, composé d'ordinateurs, d'appareils de détection des micronutriments et d'équipements de laboratoire spécialisés, vise à renforcer les capacités techniques et opérationnelles des structures membres de l'ANF. « Ce lot de matériel permettra de renforcer la lutte contre la malnutrition, notamment les carences en micronutriments à travers l'amélioration du suivi et du contrôle de la qualité des



aliments fortifiés disponibles sur le marché », s'est réjouie la Directrice de la Nutrition, Estelle Bambara, par ailleurs présidente de l'ANF. Depuis 2012, le Burkina Faso a rendu obligatoire la fortification de

certaines aliments de grande consommation, notamment la farine de blé tendre en fer et acide folique, l'huile végétale raffinée en vitamine A et le sel en iode. Une décision qui traduit l'engagement du gouvernement dans la lutte contre la malnutrition liée à la carence en micronutriments.

Comité de rédaction

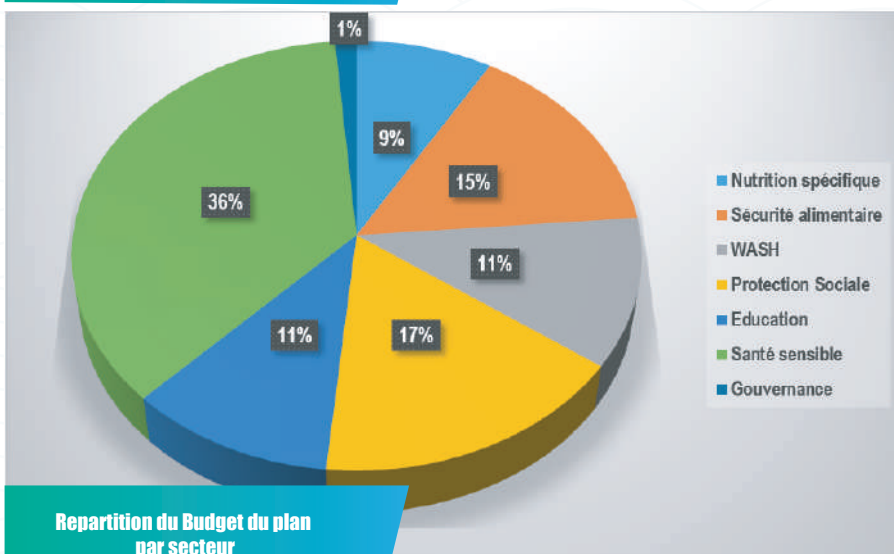
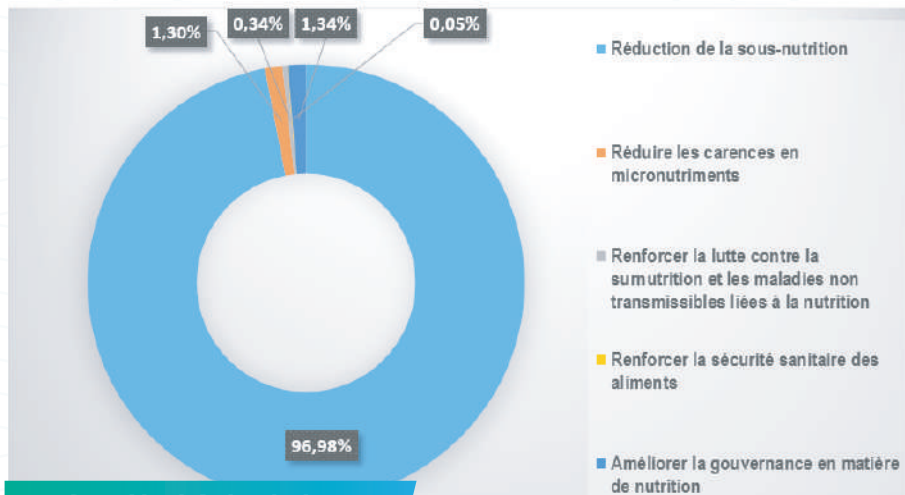
PLAN STRATEGIQUE MULTISECTORIEL DE NUTRITION 2025-2029

Un engagement renouvelé pour une nutrition durable et inclusive

Le Burkina Faso dispose d'un Plan stratégique multisectoriel de nutrition (PSMN) 2025-2029. Le document a été validé par les acteurs de la plateforme multisectorielle de nutrition. Deuxième du genre, ce référentiel vise à renforcer la coordination et l'efficacité des actions de lutte contre la malnutrition sous toutes ses formes..

Ce PSMN est élaboré suivant une approche participative et inclusive avec pour vision « à l'horizon 2029, les Burkinabè bénéficient d'un meilleur état nutritionnel et d'un bien-être social et économique pour un développement durable du pays ». Son objectif est d'améliorer l'état nutritionnel des populations à travers la mise en œuvre d'interventions multisectorielles. Pour atteindre cet objectif, le plan est structuré autour de cinq axes stratégiques à savoir la réduction de la sous-nutrition ; la réduction des carences en micronutriments ; le renforcement de la lutte contre la surnutrition et les maladies non transmissibles liées à la nutrition ; le renforcement de la sécurité sanitaire des aliments et l'amélioration de la gouvernance en matière de nutrition.

Le coût global de mise en œuvre du PSMN est évalué à 1 162 156 232 000 FCFA. La coordination, le suivi-évaluation, le plaidoyer pour la mobilisation des ressources sont assurés par le Secrétariat technique chargé de la multisectorialité pour la nutrition (ST-Nut), à travers les instances de coordination et les documents connexes (le Plan triennal glissant,



les Plans de travail annuels budgétisés, le Plan de communication et de plaidoyer).

Nombre de cas de malnutrition chronique évités par tranche d'âge

Tranches d'âge	2025	2026	2027	2028	2029
<1 mois	481	659	839	1 023	1 209
1-5 mois	2 150	3 006	3 863	4 722	5 583
6-11 mois	4 589	6 710	8 854	11 027	13 230
12-23 mois	15 251	25 303	34 852	44 572	54 477
24-59 mois	14 872	31 313	55 380	82 403	109 573
Total (0-59 mois)	37 343	66 991	103 788	143 747	184 072

PROTECTION SOCIALE

Le Burkina Faso dispose d'une stratégie nationale

Le Burkina Faso dispose depuis octobre 2024 d'une **Stratégie nationale de protection sociale (SNPS) 2024-2028**. Ce référentiel élaboré par le Secrétariat permanent du Conseil national pour la protection sociale (SP-CNPS) avec l'ensemble des acteurs du domaine, remplace la **Politique nationale de protection sociale (PNPS) 2013-2022**. La mise en œuvre de cette stratégie va contribuer à améliorer les conditions de vie et l'état nutritionnel des populations.

La vision de la SNPS à l'horizon 2028 se décline ainsi : « le Burkina Faso dispose d'un système adéquat, efficace et équitable de protection sociale garantissant à tous, des conditions de vie décentes. » Son objectif global est de renforcer équitablement la couverture des populations en matière de protection sociale.

Elle est bâtie autour de trois axes que sont le renforcement de l'assistance sociale, l'amélioration de la couverture de l'assurance sociale et l'amélioration de la gouvernance. Le premier axe met l'accent sur l'accès aux soins, à l'éducation, à la sécurité alimentaire et aux services d'aide sociale.

Le coût global estimé pour la mise en œuvre de la SNPS s'élève à 910 milliards de francs CFA. Son financement repose sur un engagement multipartite : les ressources de l'État et des collectivités, les cotisations sociales et les contributions des PTF ainsi que du secteur privé.

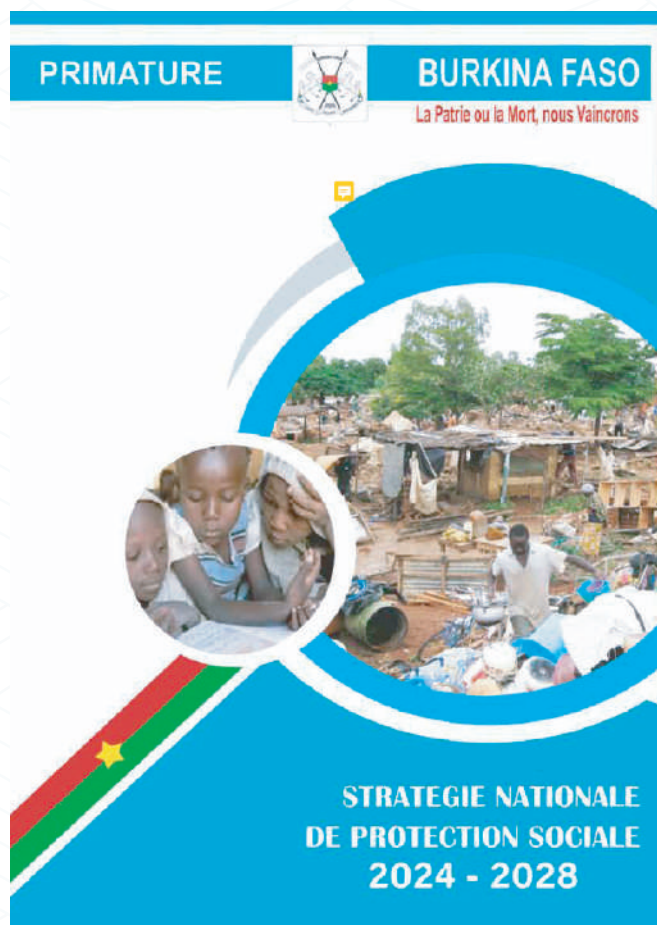
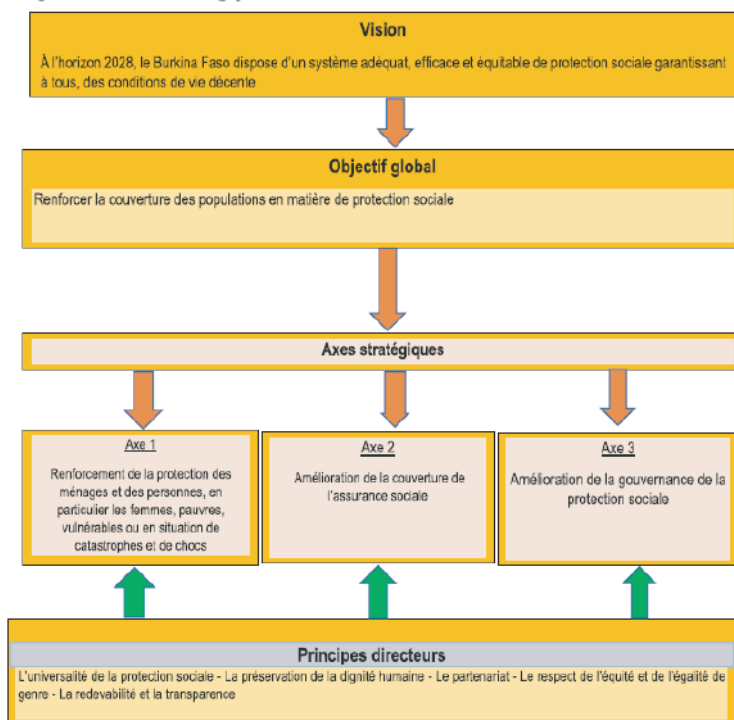


Figure 2: Orientations stratégiques



Légende

- Déclinaison de la logique d'intervention
- Transversalité dans la mise en œuvre

PRISE EN CHARGE DE LA MALNUTRITION AIGUË

15 districts sanitaires sur 35 présentent une couverture de moins de 30%

Dans le cadre du renforcement de la lutte contre la malnutrition, le ministère de la Santé, à travers le Secrétariat technique chargé de la multisectorialité pour la nutrition (ST-Nut), a conduit, deux enquêtes : le SLEAC (Simplified lot quality assurance sampling evaluation of access and coverage) et le SQUEAC (Semi-quantitative evaluation of access and coverage). Ces études réalisées entre décembre 2024 et janvier 2025, ont concerné six régions du Burkina Faso (Boucle du Mouhoun, Centre-Est, Centre-Nord, Est, Nord et Sahel).

L'objectif des enquêtes SLEAC et SQUEAC était d'évaluer la couverture de la prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë (PCIMA) et d'identifier les principaux facteurs favorisant ou limitant l'accès aux services nutritionnels, notamment chez les enfants de 6 à 59 mois et les femmes enceintes et allaitantes.

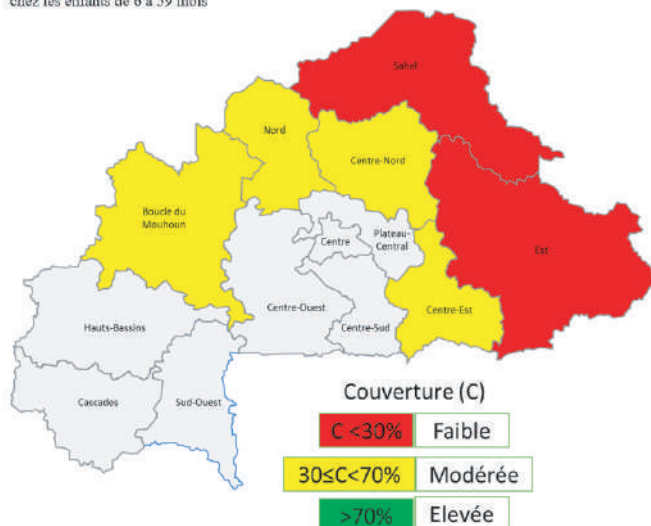
Les résultats montrent des niveaux de couverture variables selon les régions et les districts sanitaires. Sur les 35 districts évalués, 15 présentent une couverture de moins de 30%, jugée faible. La couverture de la prise en charge ambulatoire de la malnutrition aiguë modérée (PECMAM) chez les enfants se situe entre 30% et 70%, et celle des PECMAM chez les femmes enceintes et femmes allaitantes est inférieure à 30%.

Les principales difficultés identifiées concernent les ruptures d'intrants nutritionnels (Plumpy'Nut, Plumpy'Sup, Super Cereal), la méconnaissance du programme PCIMA, l'insuffisance de sensibilisation, ainsi que l'insécurité ayant entraîné la fermeture ou le fonctionnement à minima de nombreux centres de santé. D'autres défis relevés incluent la distance des structures sanitaires, la stigmatisation liée à la malnutrition et la faible implication communautaire. Malgré ces contraintes, des facteurs encourageants tels que la bonne collaboration entre agents de santé et acteurs communautaires, la connaissance du dépistage de la malnutrition, la mise en œuvre de stratégies locales de dépistage actif et la présence de postes de santé avancés dans certaines zones sont à relever.

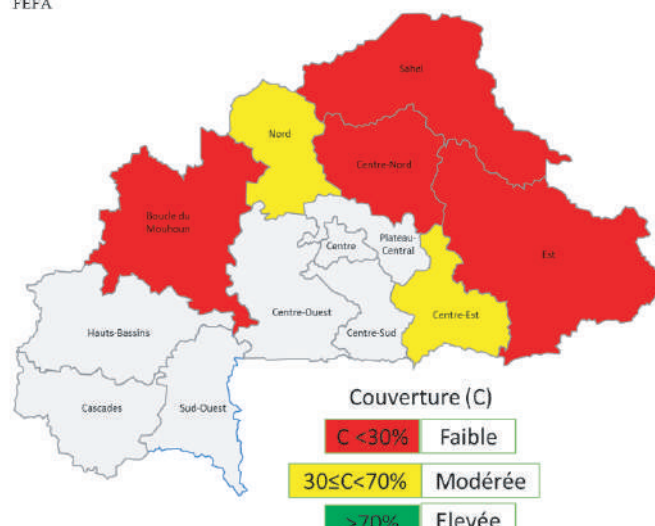
Au regard de ces constats, il est recommandé de renforcer la disponibilité des intrants nutritionnels, d'améliorer la communication pour le changement de comportement, d'intensifier le dépistage communautaire et d'accroître la coordination multisectorielle afin d'assurer une couverture plus équitable et durable des services de prise en charge nutritionnelle.

Comité de rédaction

Couverture de la prise en charge ambulatoire de la malnutrition aiguë modérée chez les enfants de 6 à 59 mois



Couverture de la prise en charge ambulatoire de la malnutrition aiguë chez les FEFA



PRISE EN CHARGE DE LA MALNUTRITION

La disponibilité des ATPE est «satisfaisante»

Dans le cadre du renforcement de la lutte contre la malnutrition aiguë sévère, la Direction de la nutrition a conduit une enquête de satisfaction des bénéficiaires de l'Aliment thérapeutique prêt à l'emploi (ATPE) dans quatre régions à savoir le Centre-Ouest, l'Est, le Nord et la Boucle du Mouhoun. Cette étude visait à disposer de données actualisées sur la disponibilité, l'accessibilité et la qualité des intrants nutritionnels, afin d'améliorer la prise en charge nutritionnelle des enfants.

Les résultats révèlent que 1 433 367 sachets d'ATPE, 935 boîtes de F-100 et 3 112 boîtes de F-75 ont été distribués dans les quatre régions. La disponibilité globale des intrants s'est avérée satisfaisante dans la majorité des 21 districts visités. La plupart des locaux de stockage étaient secs, aérés et éclairés. Les personnes autorisées y ont généralement accès et la dispensation est continue. Cependant, quelques insuffisances subsistent, notamment le manque de palettes, d'équipements de sécurité et de thermomètres

pour le contrôle des conditions d'entreposage. Au niveau communautaire, l'enquête souligne des progrès encourageants : une meilleure connaissance du protocole d'utilisation, une maîtrise des doses adaptées au poids de l'enfant et une implication accrue des parents dans le suivi du traitement.

Menée du 26 avril au 25 juillet 2025, l'enquête a concerné les dépôts répartiteurs de district, les Centres médicaux et Centres médicaux avec antenne chirurgicale, les Centres de santé

et de promotion sociale ainsi que les ménages ayant un enfant de 6 à 59 mois admis au programme de prise en charge de la malnutrition aiguë sévère (MAS).

Comité de rédaction

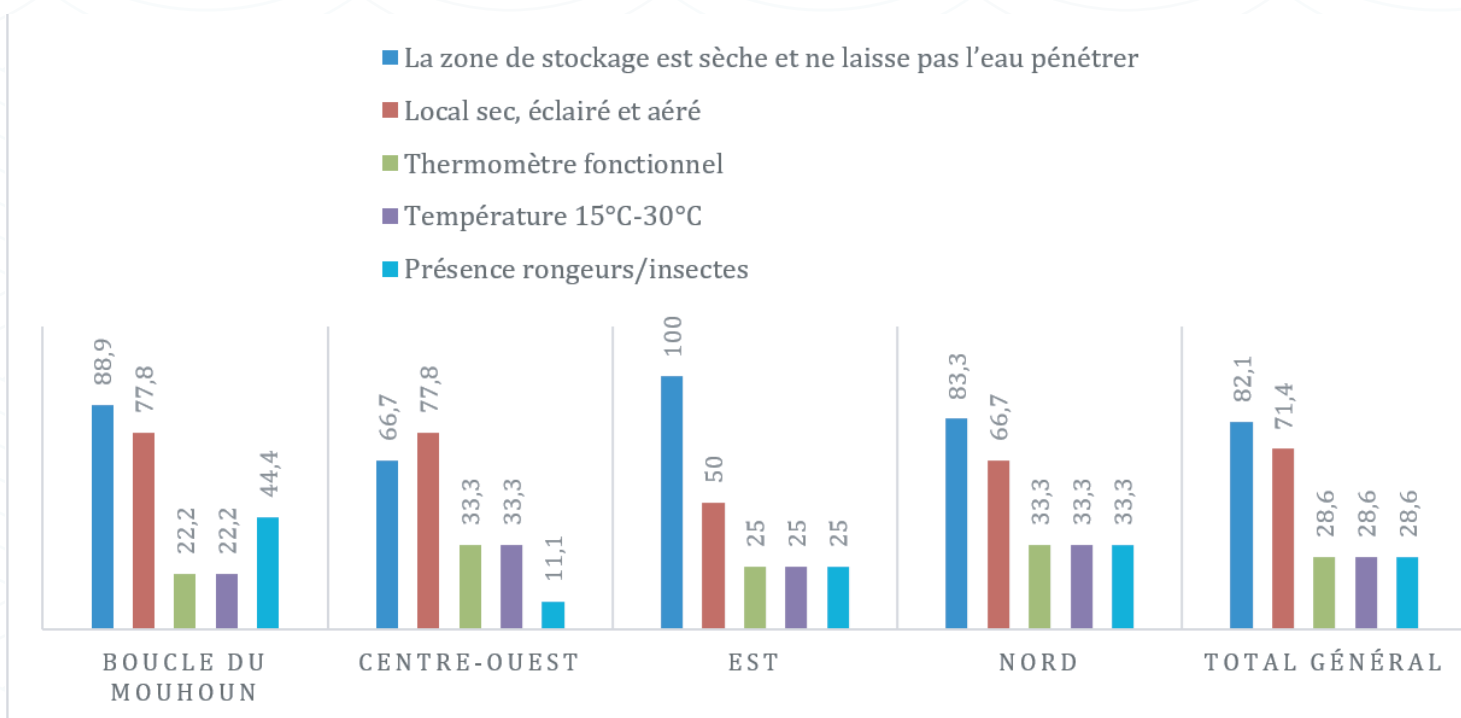


Figure 3: Proportion des Districts sanitaires remplissant les normes de stockage dans les districts par région concernées.

LUTTE CONTRE L'USAGE DETOURNE DES INTRANTS NUTRITIONNELS

Le ministère de la Santé invite les acteurs à une prise de conscience

Le Burkina Faso fait face à une malnutrition persistante, avec des taux préoccupants de malnutrition aiguë (9,9%) et chronique (19%) selon l'Enquête nutritionnelle nationale 2024. Pour y faire face, l'État et ses partenaires, investissent des milliards de francs CFA chaque année pour l'acquisition d'Aliments thérapeutiques prêts à l'emploi (ATPE). Ces intrants sont gratuits et doivent être distribués exclusivement dans les centres de santé pour la prise en charge des enfants malnutris. Cependant, des cas récurrents d'usages détournés sont constatés, toute chose qui compromet les efforts de l'Etat dans cette lutte. Cette pratique représente une menace majeure pour la santé publique.

Enjeux et impacts

Chaque sachet de Plumpy'Nut et Plumpy'Sup vendu « illégalement » ou consommé sans prescription contribue à la dégradation de la situation nutritionnelle de la population. Ce phénomène constitue un obstacle pour la prise adéquate des enfants malnutris. Ce qui augmente le risque de rechute, de complications graves ou de décès. Ces intrants sont aussi acquis à des coûts très élevés par l'Etat burkinabè et ses partenaires. Ces pratiques fragilisent les programmes d'aide humanitaire, sapent la confiance des communautés envers le système de santé, alimentent les suspicions et méfiances autour des actions de nutrition.

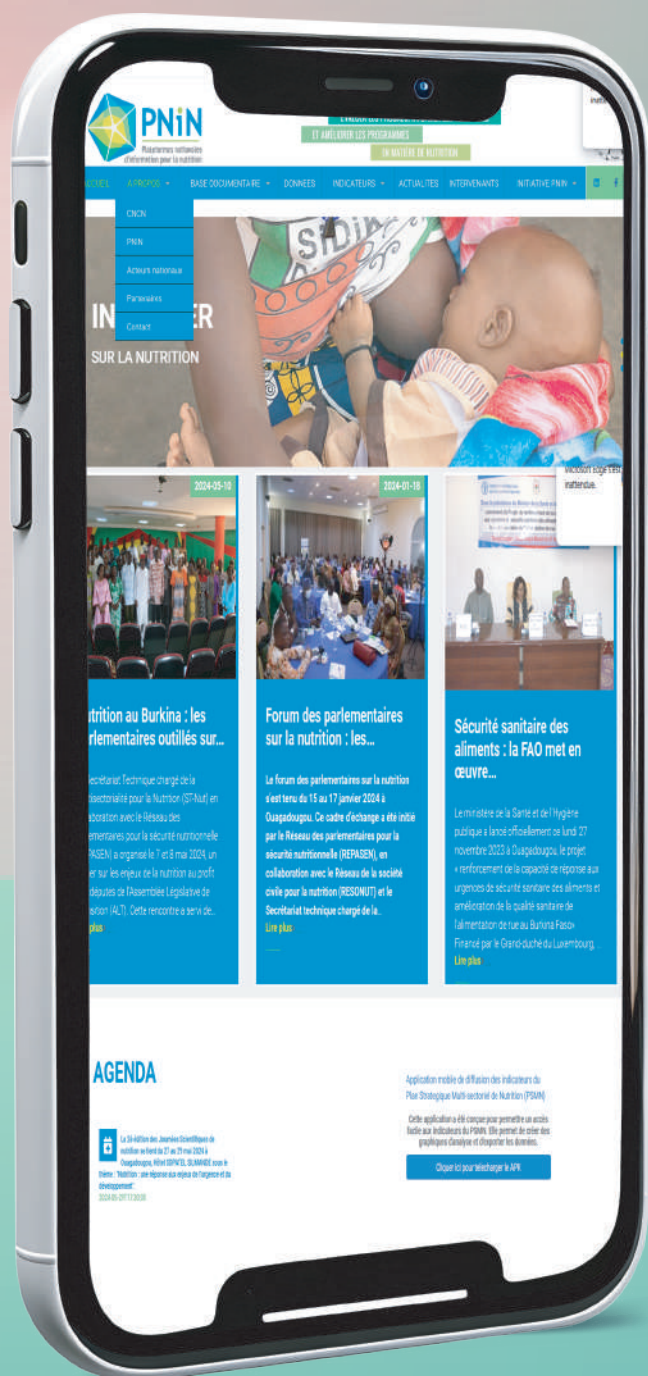


Réponses et bonnes pratiques

Face à cette situation, les champions de la nutrition, les responsables de santé, la société civile et les partenaires ont renouvelé leur engagement pour la lutte contre la vente et l'usage détourné des intrants nutritionnels, notamment le Plumpy'Nut et le Plumpy'Sup, destinés aux enfants malnutris. Ces acteurs se sont engagés à renforcer la surveillance communautaire, à intensifier la sensibilisation des populations sur la gratuité et l'importance de ces intrants et à améliorer la transparence dans toute la chaîne de distribution. Dans la même dynamique, le circuit d'approvisionnement des intrants nutritionnels a fait l'objet d'une analyse approfondie des

faillies, notamment les risques de détournement, de vente illicite et d'usage non médical. Quelques causes systémiques de ces dérives ont été identifiées par les acteurs. Il s'agit, entre autres, de la multiplicité des sources d'approvisionnement, la faible traçabilité des intrants nutritifs, la faible coordination entre les acteurs, l'absence de mécanisme de dénonciation sécurisé ou l'insuffisance de moyens de contrôle sur le terrain. La lutte contre ce phénomène requiert donc une mobilisation collective et continue des autorités, partenaires, leaders communautaires et citoyens. Une synergie d'action est nécessaire pour garantir l'accès exclusif de ces intrants aux enfants malnutris au Burkina Faso.

Comité de rédaction



**TOUTES LES INFOS
SUR LA NUTRITION SUR**

www.nutrition.bf

unicef 



**BILL & MELINDA
GATES foundation**



Adresses de la structure
**Avenue Pascal ZAGRE,
Ouaga 2000, Ouagadougou
Burkina Faso**
Tél. **+226 25 49 85 02**
Email: **insd@insd.bf**

Réjoignez nous sur :
Facebook.com / PNIN
www.nutrition.bf